

## AKTUELL

ÉCOLOGIE ET ÉCONOMIE

# La guerre de l'eau

Raymond Klein

**L'idée du principe pollueur-payeur en matière environnementale semble judicieuse. Mais que faire quand les acteurs se renvoient la balle afin de payer le moins possible ?**

Rarement a-t-on vu une cacophonie semblable à celle des avis relatifs au projet de loi transposant la directive-cadre sur l'eau. Pourtant, quand le texte de loi européen était adopté en 2000, tout le monde était content. La directive prévoit entre autres le principe de la récupération des coûts : les prix de l'eau potable et les taxes d'épuration devront couvrir l'ensemble des dépenses effectuées par les communes et syndicats dans ce domaine. Jusqu'ici, une bonne partie de ces coûts étaient financés par les recettes d'impôts directs communaux et les subventions de l'Etat.

Les libéraux, en attendant la privatisation du secteur, trouvaient l'idée excellente, puisqu'elle établit

un coût-vérité, comme tout bien marchand qui se respecte. Les écologistes espéraient que la « main invisible » de la répercussion des coûts réussirait là où les moyens politiques avaient échoué : imposer une consommation plus économe de l'eau et renforcer la protection des sources. Enfin, l'Administration de gestion de l'eau y voyait un moyen pour enfin obtenir les fonds nécessaires pour améliorer la qualité des eaux de surface et souterraines.

Or, à observer la douzaine d'avis relatifs au projet de loi-cadre sur l'eau récemment publiés, le principe de récupération des coûts semble être une fausse bonne idée. En effet, si l'ensemble des acteurs adhère à l'idée d'investir dans la qualité de l'eau, chacun souhaiterait y contribuer le moins possible. Ainsi, du côté des consommateurs, on repère, au minimum, les intérêts divergents de l'agriculture, de l'industrie et des ménages. Et du côté des pollueurs, aussi bien

l'industrie que l'agriculture réclament un traitement de faveur, et montrent du doigt d'autres « crados ». Ainsi, loin de donner lieu à une répartition « appropriée » du coût de l'eau comme le voudrait la directive, les différents acteurs luttent pour payer le moins possible.

C'est bien sûr le secteur qui a le plus à perdre qui crie le plus fort : jusqu'ici, les exploitations agricoles profitent de tarifs d'eau préférentiels et sont soumis à peu de contraintes en ce qui concerne la pollution. Car bien que les nitrates, issus notamment de l'épandage de fertilisants, et les pesticides pèsent lourdement sur la qualité hydrologique, le Luxembourg n'a toujours pas établi de zones de protection des sources. Dans son avis, la Chambre d'agriculture reconnaît bien qu'il y a un problème, mais elle met en garde le législateur contre un traitement trop rude : « Les tarifs appliqués auront donc un impact direct sur les coûts de production et par conséquent sur les prix des denrées alimentaires. » Par ailleurs, elle introduit le « principe producteur-débiteur », l'idée que le secteur agricole devrait être rémunéré parce qu'il améliore le pouvoir filtrant du sol et contribue au cycle de l'eau.

La Chambre de commerce n'est pas en reste. Elle constate judicieusement que la récupération intégrale du coût de l'eau, jusqu'ici en partie financée par d'autres recettes, entraînera un surplus dans les finances communales. Et demande que la hausse du prix soit compensée par « une diminution des taxes et impôts prélevés, et notamment de l'impôt commercial communal ». Enfin, tout comme les agriculteurs, les industriels pourraient aussi être débiteurs, car dans les entreprises effectuant leur propre épuration, « souvent l'eau rejetée est de meilleure qualité que celle du cours d'eau la recevant ».

A écouter ces deux acteurs, parmi d'autres, on se demande jusqu'où devront monter les prix payés par les ménages afin de rendre justice aux multiples bienfaits de l'agriculture et de l'industrie.

Pour le débat au sein de la commission des affaires intérieures et l'avis de la Chambre des employés privés, favorable aux ménages, voir woxx no 928.

Noter la projection du film « Eau, service public à vendre », suivi d'un débat, le 13 février, 19h, au Centre Neumünster.

ARCELOR-MITTAL

# Le noceur de Gandrange

Luc Caregari

**Le président Sarkozy a tenu à venir en aide aux sidérurgistes lorrains. La question est de connaître le sérieux de ses propositions.**

« Personne n'est dupe sur l'objet réel de la visite-éclair de Nicolas Sarkozy à Gandrange : chute dans les sondages, perte de sa popularité ... Le Président veut se refaire une vertu politique sur le dos des ouvriers d'Arcelor Mittal ». Le commentaire de la députée de Moselle Aurélie Filipetti (PS) est pertinent si l'on reste dans la logique médiatique de l'hyperprésident des Français-es. Même s'il vient d'une femme politique de l'opposition - encore heureux qu'une telle opposition existe encore après la fameuse « politique d'ouverture » de Sarkozy -, ce doute amer d'être usé par le monde médiatico-politique ne cesse de planer sur les ouvriers gandrangois. Car ce ne serait même pas la première fois qu'ils deviennent l'objet d'une

manoeuvre médiatique. Déjà avant la reprise d'Arcelor par Mittal en 2007, Gandrange, qui est passé aux mains de Mittal en 1999, a été l'argument-massue que sortirent de leur sac les défenseurs de la reprise. On sait maintenant à quoi servait cette manoeuvre qui, dans le temps, avait même conduit les syndicalistes de Gandrange à critiquer leurs collègues qui travaillaient dans les usines d'Arcelor.

En clair, quels sont les plans de Nicolas Sarkozy ? Qu'il ait pris note des revendications des syndicalistes est chose normale pour un président de la République, qui se veut proche du peuple. Quant à ses deux propositions de solution, elles vont toutes dans la même direction : droit dans l'impasse. Que l'Etat français paye à la place de Mittal pour moderniser le site de Gandrange pour garder le site intact est doublement irréaliste : premièrement ce n'est pas à l'Etat - et donc au contribuable - de combler les

trous d'une multinationale qui a fait six milliards d'euros en 2007. Et puis, il est fort à parier que Bruxelles ne voie pas d'un bon oeil des subventions étatiques qui contrecarrent sa sacro-sainte doctrine de la « liberté des marchés ». Mais il se peut très bien que M. Sarkozy ait inclus ce refus européen dans ses calculs : après tout, si ça foire, c'est la faute à l'Europe. Cette politique a très bien marché sous le président Chirac, et son successeur, rupture ou non, semble bien avoir appris ce petit trucage politique du grand mage amateur de têtes de veau.

L'autre idée brillante de Nicolas Sarkozy est de chercher un autre repreneur pour Gandrange. Seul problème : une petite annonce disant « Recherche repreneur pour usine sidérurgique déficitaire en Lorraine »,

ne risque pas d'attirer grand monde. Et encore, même si cela se trouvait - effectivement le nom Lucchini, une firme italienne spécialisée dans les longs produits qui appartient au concurrent russe Severstal, serait tombé - qui peut garantir que de telles situations ne se reproduiront pas ?

Enfin, la performance du président sur le site de Gandrange sert aussi - et certains soupçonnent même surtout - à redresser le taux de popularité d'un homme qui tombe presque plus vite qu'il est monté dans les sondages. Se refaire une popularité sur le dos d'ouvriers qu'on roulerait dans la farine une deuxième fois, serait cynique mais pas irréaliste pour un politicien qui aime faire la cour aux grands de ce monde et qui partage leur sens de l'humour.

